

La Libre Belgique

16.10.2010
Page: 18

Circulation: 56808

28c54b
1216

La Libre BELGIQUE

International

Journée mondiale de l'alimentation

Un recul, peu de progrès

► Il y a plus de gens qui ont faim aujourd'hui qu'en 2000, nous dit SOS Faim.

► Les politiques envisagent enfin de prendre en compte les organisations paysannes.

Dix mille enfants meurent de malnutrition chaque jour dans le monde et il y a 925 millions de personnes qui en souffrent. La Journée internationale de l'Alimentation, ce 16 octobre, braque le projecteur sur cette question qui reste centrale", explique Jean-Jacques Grodent, responsable de l'information de l'ONG SOS Faim, qui a accepté de répondre aux questions de La Libre Belgique.

En cause : "essentiellement les difficultés d'accès à la nourriture", explique M. Grodent. Celle-ci est – "pour le moment" – disponible en quantité suffisante, mais trop chère pour grand nombre de pauvres. "Le paradoxe est que ces pauvres sont, dans leur grande majorité, des paysans", poursuit-il. "Ils ont en effet de plus en plus de mal à produire des aliments parce que leur production n'est pas assez rémunérée. Ils produisent donc de moins en moins, ce qui, à terme, aura un impact sur la quantité de nourriture disponible dans le monde".

La baisse de production alimentaire est due à l'exode rural, qui se poursuit, les paysans préférant tenter ailleurs une vie meilleure; à une concurrence croissante avec des produits agricoles non alimentaires (bio-carburants); à l'accaparement des terres disponibles, qui voit les paysans "devenir, au mieux, ouvriers agricoles sur des terres où eux et leurs ancêtres ont toujours cultivé, et cela au profit d'étrangers dont on ne connaît pas toujours l'intérêt"; à la spéculation. "L'arrêt des exportations de blé par la Russie (à la suite des incendies de cet été) a ainsi, aujourd'hui, des effets sur un village malien par ex. Car le prix de la baskine de mil (céréale consommée en Afrique de l'ouest) est lié, indirectement, à l'évolution des cours mondiaux des céréales. C'est un phénomène nouveau qu'on a bien vu lors de la grande crise alimentaire de 2007-08", qui a vu les petits agriculteurs être frappés dans leur capacité à consommer.

"Il faut savoir que les petits agriculteurs, en particulier en Afrique, vendent souvent d'avance leur récolte, parce qu'ils ont besoin d'argent pour financer l'école, des soins de santé, un mariage,

un enterrement, etc... La récolte vendue d'avance l'est généralement à bas prix – mais l'agriculteur n'a pas le choix. C'est ainsi que la hausse des prix alimentaires de 2007-08 n'a pas bénéficié aux petits agriculteurs mais aux commerçants. Et lors de la soudure, lorsque le paysan a dû acheter de la nourriture et des semences, il a dû les payer au prix fort. Il y a donc eu, à la suite de cette crise, une importante paupérisation des campagnes. Et le nombre des personnes victimes de malnutrition a augmenté", explique Jean-Jacques Grodent.

Que faire pour y remédier ?

La crise de 2007-08 a enclenché des réponses, mais elles sont encore loin d'être mises en œuvre. On sait ainsi qu'il faut réinvestir dans l'agriculture. "Comme le petit paysan n'en a plus les moyens, des sommets internationaux ont pris la résolution de le faire, explique M. Grodent. Mais on en est encore loin ! Il faudrait 20 milliards de dollars par an de plus pour combler le déficit de production; la Commission européenne a bien lancé un programme "Facilité alimentaire", mais il n'atteint qu'un milliard de dollars et il est ponctuel... La Belgique s'est engagée à consacrer 10 % de sa coopération à l'agriculture à partir de 2010, et 15 % à partir de 2015".



Il faut aussi limiter la spéculation sur les produits alimentaires. "On s'oriente vers la constitution de stocks qu'on pourrait jeter sur les marchés en cas de fortes hausses – mais on n'en est encore qu'au stade de la réflexion!", poursuit M. Grodent.

Enfin (!) on reconnaît qu'il faut introduire les organisations paysannes dans la mise sur pied des politiques de soutien à l'agriculture. "Mais on ne le fait pas encore", s'impatiente SOS Faim.

Les perspectives de récolte ne s'améliorent guère, cette année, estime M. Grodent, "mais il y a quand même une amélioration dans la mesure où des impulsions politiques ont été données pour réformer la sécurité alimentaire, notamment à la FAO" (Organisation de l'Onu pour l'agriculture et l'alimentation. "Maintenant il faut attendre des résultats et, pour en obtenir, il faut que les ONG et les organisations paysannes restent vigilantes", juge M. Grodent.

Car, au total, il estime qu'on a fait peu de progrès dans la lutte contre la faim. "Il y a quand même des avancées : les organisations paysannes du Sud sont plus efficaces qu'il y a une dizaine d'années, surtout en Afrique de l'ouest. On n'en voit pas encore les résultats macro-économiques ou macro-sociaux, mais il y a maintenant du répondant côté Sud".

MFC

Épingle

Festival de films

Alimenterre. Ce samedi au Botanique à Bruxelles, le 18 octobre à Namur et le 19 à Neufchâteau, SOS Faim organise "Alimenterre", un festival de films sur l'alimentation qui a remporté un beau succès jusqu'ici dans la capitale belge. Neuf documentaires différents sont à l'affiche. Programme sur www.sosfaim.be

Le chiffre

925

AFFAMÉS

Ils sont 925 millions d'êtres humains à souffrir de la faim aujourd'hui, soit plus qu'en l'an 2000. Ils étaient évalués alors entre 800 et 900 millions et les Objectifs du millénaire avaient, cette année-là, juré de les réduire de moitié...

La phrase

"Nous ne donnerions jamais à nos propres enfants la nourriture que nous envoyons dans les principaux foyers de malnutrition d'Afrique subsaharienne et d'Asie."

D' Uni Karunakara

L'expérience médicale de MSF sur le terrain a fait dire à son Président international, hier, que les principaux pays contribuant à l'aide alimentaire, parmi lesquels ceux de l'Union européenne, fournissent et financent la distribution de farines enrichies à base de soja et de maïs aux qualités nutritionnelles inadaptées aux enfants de moins de deux ans.



Dix mille enfants par an meurent de malnutrition dans le monde entier. Ici au Tchad, frappé par la sécheresse.

“La pression monte”

► **Olivier De Schutter (Onu)** plaide pour une “agriculture résiliente”.

Entretien **Sabine Verhest**

Olivier De Schutter, le rapporteur spécial de l'Onu pour le droit à l'alimentation, se sent “*extrêmement encouragé*”. “*On a compris aujourd'hui que la question de la faim n'était pas seulement une question technique de production insuffisante mais une question politique.*” La reconnaissance du droit à l'alimentation comme véritable droit de l'homme progresse, “*absolument*”!

Les cours des céréales s'envolent à nouveau. Les efforts entrepris pour stopper la spéculation sur les produits agricoles dans la foulée de la crise alimentaire de 2008 étaient-ils suffisants ?

Non, rien n'a été fait et, malheureusement, tous les Etats n'ont pas été convaincus au même degré qu'il s'agissait d'un vrai problème. Je suis persuadé que c'est un des facteurs qui accélèrent cette volatilité considérable. Car il n'y a pas de raison de paniquer: les stocks sont nettement meilleurs qu'en 2008, grâce à de très bonnes récoltes en 2008, 2009 et 2010. On a globalement cette année la troisième meilleure récolte historique de céréales.

Qui est responsable de la volatilité ?

Malheureusement, la logique financière n'est pas la logique économique... Face à des prix qui s'envolent, il faut faire son examen de conscience. Pourquoi n'a-t-on pas tiré les leçons de 2008 ? On se trouve dans un contexte où la volatilité va s'accroître du fait de phénomènes météorologiques extrêmes. En 2009, la canicule et la sécheresse frappaient en Inde. Cet été, les incendies de forêts ont fait rage en Russie. Les changements climatiques constituent déjà une source de volatilité considérable sur les marchés : les productions sont de moins en moins prévisibles, les saisons des pluies de plus en plus courtes, etc.

Que faire face aux changements climatiques qui affectent l'agriculture ?

Il faut se rappeler que l'agriculture est victime des changements climatiques, mais en est aussi une des causes principales : 33 % des émissions de gaz à effet de serre d'ori-

gine humaine viennent de l'agriculture et de la déforestation. L'agriculture doit se développer de manière à être plus résiliente aux chocs climatiques. Diversifier et déconcentrer la production est une manière de s'assurer contre le risque. Il faut aussi réorienter l'agriculture vers une agriculture faible en carbone, avec des méthodes de production durables, qui utilisent moins d'engrais chimiques et de mécanisation, et plus de main-d'œuvre. Il n'est plus possible de le faire chez nous, mais dans les pays en voie de développement, mon message est très clair : développons l'agriculture de manière à en faire une solution aux changements climatiques plutôt qu'un problème.

Etes-vous entendu pour autant ?

Cela commence, parce que la pression monte : les agriculteurs des pays en voie de développement sont les premières victimes des changements climatiques. Malgré tout, il faut reconnaître que beaucoup de gouvernements restent prisonniers d'une vue unidirectionnelle, ils ne voient d'avenir que dans une industrialisation et une mécanisation plus fortes. La modernisation agricole, ce n'est pas juste reproduire le schéma qu'on a suivi chez nous, cela peut et doit être autre chose pour ne pas tomber dans les mêmes vulnérabilités, comme le piège de la dépendance énergétique par exemple. Seule l'agriculture résiliente et faible en carbone peut être à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle.

L'accapement des terres est-il sur la voie de la régulation par ailleurs ?

Cette question est extraordinairement sensible, pour les pays investisseurs – la Chine, les pays du Golfe ou l'Egypte – et les pays cibles. Il faut explorer deux pistes réalistes. Un, l'Union africaine a des directives sur les politiques foncières à mettre en œuvre et mon espoir est que les gouvernements de la région se surveillent eux-mêmes. Deux, les pays se rendent compte que leur intérêt à long terme est que ces investissements bénéficient aux collectivités locales. S'ils veulent la stabilité politique et le soutien de leur population, ils doivent s'assurer que la pauvreté rurale recule et, pour cela, investir dans l'agriculture familiale plutôt qu'être attirés par les promesses que leur font miroiter les investisseurs.